

Communiqué de presse

Interdiction de publier jusqu'au 16 sept., 11 heures, heure de New York

L'ONU prend position sur les engagements mondiaux en matière d'aide, de commerce et de dette à l'approche de la réunion du G20

New York, 16 septembre 2009 – Les engagements pour la lutte contre la pauvreté dans le monde sont plus importants que jamais à l'heure où la planète est confrontée à une crise économique, alimentaire et climatique, selon un rapport des Nations Unies sur le soutien aux Objectifs du Millénaire pour le Développement rendu public aujourd'hui.

Bien que l'aide au développement ait atteint un niveau record en 2008, il manque encore 35 milliards \$ par an aux contributions des donateurs, par rapport à leur promesse faite en 2005 à propos des flux annuels d'aide par le Groupe des Huit à Gleneagles, et 20 milliards \$ par an sur l'aide à l'Afrique, d'après les estimations des Nations Unies.

Le rapport intitulé *Strengthening the Global Partnership for Development in a Time of Crisis* (Renforcement du partenariat mondial pour le développement en temps de crise) a été rédigé par le Groupe de réflexion du Secrétaire général sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement, OMD, qui réunit plus de vingt agences des Nations Unies, le FMI, la Banque mondiale, l'OMC et l'OCDE, et dont le but est de suivre l'évolution du partenariat au développement institué par le huitième Objectif du Millénaire pour le développement.

S'exprimant au moment où les dirigeants du monde se préparent pour l'ouverture de l'Assemblée générale la semaine prochaine à New York et pour le sommet du G20 à Pittsburgh, la Secrétaire générale adjointe des Nations Unies, Asha-Rose Migiro, a cité la confluence de la profonde récession et des pénuries alimentaires de l'année dernière, la propagation annoncée de la pandémie de grippe cette année et l'impact continu des changements climatiques comme facteurs entravant la réalisation des OMD.

« En période de croissance, nous avons beaucoup fait », a-t-elle déclaré. « Aujourd'hui, le monde doit montrer qu'il peut réaliser des progrès dans des conditions défavorables—au moment où les pauvres, les affamés et les personnes vulnérables ont le plus besoin de nous. »

Déséquilibre de l'APD

L'aide publique au développement (APD) a augmenté environ 10 % en 2008, pour atteindre 119,8 milliards \$, d'après le Rapport. La part de l'APD dans le revenu national brut des pays donateurs s'est également améliorée, passant de 0,28 % en 2007 à 0,30 % en 2008. Mais cette hausse n'est pas suffisante pour atteindre l'objectif convenu de 0,7 % d'ici à 2015. Il est également loin de l'engagement de porter les flux d'aide annuels à environ 155 milliards \$ par an d'ici à 2010. La crise mondiale a mis les budgets de l'aide des pays donateurs sous pression, rendant cet objectif intermédiaire plus difficile à atteindre.

Le Rapport souligne également un « déséquilibre » dans la répartition de l'APD, car l'essentiel de son augmentation depuis 2000 s'est limité à une poignée de pays sortant de conflits, notamment l'Irak et l'Afghanistan. En revanche, parmi les nations africaines les plus pauvres plusieurs ont enregistré un très faible accroissement de l'aide.

Les pays en développement ont été frappés par l'effondrement du financement du commerce depuis le début de la crise financière, représentant une chute d'entre \$100 et \$300 milliards. L'étranglement du financement commercial est venu s'ajouter aux effets néfastes de nouvelles restrictions commerciales dans de nombreux pays, ainsi qu'à l'impasse dans les négociations commerciales dans le cadre du Programme de Doha pour le développement.

Par rapport à un accord de 2005 de l'Organisation mondiale du commerce à Hong Kong d'autoriser un accès en franchise de droit pour 97 % des importations des pays les plus pauvres, seuls 80 % des exportations des pays les moins avancés (PMA) ont acquis le statut « hors taxe » sur les marchés des pays industrialisés.

En outre, le Rapport conclut que même après le succès de deux importantes initiatives d'allègement de la dette, les élevés prix des combustibles et des denrées alimentaires importés, ajoutés à la faible demande des biens d'exportation ont entravé la capacité de nombreux pays en développement à régler leur dette extérieure.

Accès aux médicaments et à la technologie

Le Rapport de l'ONU constate qu'en même temps que le pouvoir d'achat des pauvres est menacé, le coût de nombreux médicaments essentiels est en hausse. En moyenne, les habitants des pays en développement paient aujourd'hui trois à six fois plus que les prix de référence internationaux pour les médicaments génériques les moins chers.

Le fossé numérique entre les riches et les pauvres reste énorme, tant entre les pays qu'à l'intérieur de ceux-ci. Bien que l'Afrique ait enregistré plus de 65 millions de nouveaux abonnés au téléphone portable en 2007, le taux de pénétration reste inférieur à un tiers de la population, contre 100 % dans les pays développés. Les prix des services Internet à haut débit demeurent prohibitifs dans les pays en développement, où les utilisateurs paient 10 fois plus cher qu'aux pays industrialisés.

Le rapport intitulé *Strengthening the Global Partnership for Development* recommande l'instauration de partenariats public-privé afin d'améliorer l'accès aux médicaments essentiels, à la téléphonie mobile et aux services Internet.

Il se dégage un thème important de cette étude de l'ONU, à savoir que la mise en œuvre de l'ensemble des engagements peut encourager une croissance économiquement et écologiquement durable: une croissance qui atténue les changements climatiques tout en faisant face les déficits politique, économique et en matière de santé publique liés à l'extrême pauvreté.

Personnes à contacter par la presse :

Newton Kanhema, +1 212 963 5602, kanhema@un.org

Franck Kuwonu, +1 212 963 8264, kuwonu@un.org

Sandra Macharia, + 1212 906 5377, sandra.macharia@undp.org

Site Internet : www.un.org/esa/policy/mdggap

Publié par le Département de l'information publique des Nations Unies et le PNUD